

**Arrêté temporaire n°RA-24/2254  
Portant réglementation du stationnement et de la circulation**

**RUE DE PFASTATT, RUE NEPPERT, PLACE VAUBAN, RUE D'ANJOU et RUE DE L'ARMISTICE**

**Madame la Maire**

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

VU l'ordonnance n° 45-1968 du 1er septembre 1945 relative à l'étatisation de la police dans la région de Strasbourg

VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 417-10

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

VU l'arrêté portant sur la délégation de signature de Mme le Maire

CONSIDÉRANT que l'organisation d'une œuvre caritative rend nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée du stationnement et de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers,

Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique entendu

**ARRETE**

**Article 1**

**Du 16 octobre 2024 au 15 novembre 2024**, afin de permettre la mise en place du camion "M Ta Santé", le règlement de la circulation et du stationnement sur le territoire de la Ville de Mulhouse du 15 septembre 1967 est temporairement modifié conformément aux articles suivants.

**Article 2**

**À compter du mercredi 16 Octobre 2024 à 6 h 00 au vendredi 18 Octobre 2024 à 20 h 00**, le stationnement des véhicules est interdit, 61 RUE DE PFASTATT du côté impair, sur le parking à l'entrée à droite de la voie de circulation menant aux bâtiments.

**Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules relevant de l'organisation de l'événement, véhicules de police et véhicules de secours.**

**Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate.**

**Article 3**

**À compter du mercredi 23 Octobre 2024 à 6 h 00 au vendredi 25 Octobre 2024 à 20 h 00**, les prescriptions suivantes s'appliquent RUE NEPPERT, de la RUE VAUBAN jusqu'à la RUE DU LIEUTENANT JEAN DE LOISY et PLACE VAUBAN :

- **La circulation des véhicules est interdite. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules relevant de l'organisation de l'événement, véhicules de police et véhicules de secours.**
- **Le stationnement des véhicules est interdit. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules relevant de l'organisation de l'événement, véhicules de police et véhicules de secours. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate ;**

**Article 4**

**À compter du mercredi 6 Novembre 2024 à 6 h 00 au vendredi 8 Novembre 2024 à 20 h 00**, les prescriptions suivantes s'appliquent RUE D'ANJOU, des deux côtés, de la RUE DU LANGUEDOC jusqu'à la RUE DE BRETAGNE :

- **La circulation des véhicules est interdite. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules relevant de l'organisation de l'événement, véhicules de police et véhicules de secours.**

- Le stationnement des véhicules est interdit. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules relevant de l'organisation de l'événement, véhicules de police et véhicules de secours. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate ;

#### **Article 5**

À compter du mercredi 13 Novembre 2024 à 6 h 00 au vendredi 15 Novembre 2024 à 20 h 00, les prescriptions suivantes s'appliquent **28 RUE DE L'ARMISTICE**, voie perpendiculaire à la contre-allée :

- Le stationnement des véhicules est interdit sur 5 emplacements de stationnement non payant. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules relevant de l'organisation de l'événement, véhicules de police et véhicules de secours. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate ;
- Les véhicules circulant **RUE DE BORDEAUX** ou **RUE DE L'ARMISTICE** ont l'interdiction de tourner vers la voie perpendiculaire à la contre-allée où se situe le **28 RUE DE L'ARMISTICE**. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules relevant de l'organisation de l'événement, véhicules de police et véhicules de secours ;

#### **Article 6**

Les panneaux de police réglementaires seront mis en place par les Services Municipaux et les barrières seront déposées par la Ville pour les différentes fermetures de rues, à charge de l'organisateur de procéder à l'installation des barrières mises à disposition afin de procéder aux interdictions de circuler et de rouvrir la circulation en fin de manifestation.

#### **Article 7**

Les véhicules qui stationneront en infraction seront enlevés et mis en fourrière ou déplacés aux frais et risques de leur propriétaire, conformément aux articles L 325-1 et R 325-12 et suivants du code de la route ou à l'article 17 du règlement de la circulation et du stationnement sur le territoire de la Ville de Mulhouse du 15 septembre 1967.

#### **Article 8**

M. le Directeur Général de la Ville de Mulhouse et

M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Mulhouse, le 08/10/2024

Pour le Maire,  
L'Adjointe Déléguée



**Claudine BONI DA SILVA**

#### **DIFFUSION:**

- CPTS Mulhouse Agglo
- Madame la Maire
- 421 - VC

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.